

GAZETTE DES TRIBUNAUX



ABONNEMENT

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS

Un an, 72 fr.
Trois mois, 18 fr.

ÉTRANGER

Le port en sus, pour les pays sans échange postal.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES

BUREAUX

2, RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (3^e chambre) :
Séparation de corps; jugement qui la prononce; appel; décès de l'intime; extinction de l'action; impossibilité de l'apprecier au point de vue des conséquences; avantages matrimoniaux; révocation pour cause d'ingratitude.
— Compagnie des chemins de fer de l'Ouest; transport de chevaux; retard dans la livraison; dépréciation et blessures; demande en dommages-intérêts par l'expéditeur; rejet.
— **Cour impériale de Paris (3^e ch.) :** Jugement ordonnant une expertise; inscription hypothécaire.
— **Tribunal civil de la Seine (2^e ch.) :** Justice de paix; compétence; domicile; conseil de famille; mineur; demande en nullité de délibération; destitution de tutelle.
— **Tribunal civil de la Seine (4^e ch.) :** Demande en pension alimentaire formée par un cocher de fiacre contre une marquise, sa fille. — **Tribunal de commerce de la Seine :** Gaz; incendie; travaux de réparations; dispositions vicieuses; responsabilité.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises du Loiret : Assassinat par un beau-père sur la personne de la fille du premier lit de sa femme; complicité du frère du beau-père. — **Tribunal correctionnel de Paris (7^e ch.) :** Vol; escroqueries; une prétendue pensionnaire enlevée de son couvent.
CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE.

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (4^e ch.).

Présidence de M. Metzinger.

Audience du 26 décembre

SÉPARATION DE CORPS. — JUGEMENT QUI LA PRONONCE. — APPEL. — DÉCÈS DE L'INTIME. — EXTINCTION DE L'ACTION. — IMPOSSIBILITÉ DE L'APPRECIER AU POINT DE VUE DES CONSÉQUENCES. — AVANTAGES MATRIMONIAUX. — RÉVOCATION POUR CAUSE D'INGRATITUDE.

Le décès de l'un des époux au cours d'une demande en séparation de corps entraîne l'extinction de cette action, qui désormais n'a plus d'objet.

Il n'y a pas lieu de les examiner au point de vue des conséquences, notamment de la révocation pour cause d'ingratitude des avantages stipulés par le contrat de mariage des époux.

M^{me} Dupuis a formé contre son mari une demande en séparation de corps qui, après enquête et contre-enquête, a été accueillie par jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 juin 1867.

M. Dupuis a interjeté appel du jugement.

M^{me} Dupuis est décédée quelques mois après cet appel, dont on a demandé à la Cour, sans que l'instance ait été reprise, mais la cause étant en état, d'apprecier le bien ou le mal fondé au point de vue des conséquences, c'est-à-dire pour juger implicitement la question de savoir si les avantages matrimoniaux faits à M. Dupuis étaient ou n'étaient pas révoqués pour cause d'ingratitude.

M. de Teil, avocat de M. Dupuis, prétendant qu'il n'y avait plus lieu de statuer sur son appel, a soutenu et développé le système qui a été accueilli par l'arrêt de la Cour. Il a fait remarquer que, dans l'espèce, les héritiers de M^{me} Dupuis étaient ses propres enfants, qu'on voulait ainsi faire admettre à discuter les fantes et les torts de leur père dans un procès qu'ils n'étaient pas autorisés à faire dans les formes et avec les garanties prescrites par la loi, l'autorisation du conseil de famille notamment.

M^{re} Delsol, avocat, dans l'intérêt opposé, a soutenu que si la question de séparation de corps ne pouvait plus être jugée pour elle-même, elle devait l'être au point de vue, jugé implicitement par le jugement, de la révocation pour cause d'ingratitude des donations faites par M^{me} Dupuis à son mari par leur contrat de mariage. Or, cette question de révocation, si elle n'était pas jugée par la Cour, continuerait cependant d'exister; il faudrait, plus tard, la soumettre de nouveau à la justice, retourner pour cela devant les premiers juges, et revenir sans doute ensuite devant la Cour. N'est-il pas plus simple d'en finir aujourd'hui, car ce sera toujours les mêmes documents qu'il faudra produire, ceux qui ont été déjà produits, c'est-à-dire les enquête et contre-enquête, sur le vu desquelles les premiers juges ont prononcé la séparation de corps, parce qu'elles établissent les torts les plus graves à la charge du mari contre sa femme. Sans doute, ce sont les enfants qui plaideront contre leur père; mais celui-ci est leur tuteur. Que deviendront leurs intérêts dans ses mains?

Conformément aux conclusions de M. l'avocat général Descoûstures, la Cour a rendu l'arrêt suivant :

« La Cour,
« Considérant que, le mariage ayant été dissous par le décès de la femme Dupuis, il n'y a plus lieu de connaître d'une demande en séparation de corps qui n'a plus d'objet;

« Considérant que, si, au point de vue de l'efficacité des avantages matrimoniaux, le débat présente encore un intérêt, cette question, en tant que conséquence de la demande principale, ne peut survivre à cette demande désormais éteinte;

« Qu'en effet, la décision impliquerait nécessairement l'examen de la demande au fond dont la connaissance échappait à la Cour;

« Par les motifs de l'article 131 du Code de procédure civile;

« Déclare éteinte l'action intentée par la femme Dupuis contre son mari;

« En conséquence, dit qu'il n'y a lieu de statuer sur l'appel interjeté par Dupuis du jugement du Tribunal civil de la Seine, du 19 juin 1867; dépens compensés. »

Audience du 28 décembre.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST. — TRANSPORT DE CHEVAUX. — RETARD DANS LA LIVRAISON. — DÉPRÉCIATION ET BLESSURES. — DEMANDE EN DOMMAGES-INTÉRÊTS PAR L'EXPÉDITEUR. — REJET.

Le 4 novembre 1866, à deux heures de l'après-midi, M. Daupley, marchand de chevaux, a remis à

la compagnie du chemin de fer de l'Ouest huit chevaux qu'il avait achetés à la foire de Caen, pour être conduits à Paris et lui être livrés le lendemain.

Ces chevaux lui ont été, en effet, remis le lendemain, sauf un, qu'il a refusé, qui était blessé et que la compagnie a dû déposer à la fourrière. Mais à la suite de cette livraison, M. Daupley, ayant prétendu que les chevaux qui devaient lui être remis à une heure du matin ne lui avaient été remis qu'à six heures de l'après-midi, que ce retard lui avait causé un grand préjudice, qu'en effet, un séjour aussi prolongé en wagon sans boire ni manger fatiguait les chevaux et altérait leur santé, que le cheval blessé l'avait été si gravement qu'il avait perdu presque toute sa valeur, a formé contre la compagnie une demande en dommages-intérêts qu'il chiffrait à 2,300 francs.

De son côté, la compagnie a demandé contre M. Daupley qu'il fût condamné à prendre livraison du cheval qu'il n'avait pas accepté le 5 novembre et à en payer le transport avec les frais de fourrière, sinon l'autorisation d'en opérer la vente et de se payer sur le prix.

La demande de M. Daupley a été repoussée, et celle de la compagnie a été accueillie par jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 9 mai 1867, ainsi conçu :

« Le Tribunal, joint les causes, et statuant sur le tout par un seul et même jugement :

« Attendu que Daupley a chargé la compagnie du chemin de fer de l'Ouest, à la date du 4 novembre 1866, de transporter de Paris à Lyon huit chevaux qu'il a remis à la gare de Caen;

« Qu'à leur arrivée, l'un de ces animaux, légèrement blessé, a dû être mis en fourrière sur le refus du destinataire d'en prendre livraison;

« Attendu que des renseignements fournis ressort la preuve que le transport a été effectué dans les délais réglementaires et que le défaut de soins donnés aux animaux pendant le trajet, cause première des accidents peu importants qu'ils ont éprouvés, est du fait, non de la compagnie, mais bien de l'agent préposé par le demandeur à la surveillance des chevaux;

« Attendu que s'il est vrai que, pour de précédents envois, le délai accordé pour le transport n'a pas été atteint et que les livraisons ont été opérées plusieurs heures avant celle à laquelle le demandeur a pu prendre possession des chevaux expédiés le 4 novembre 1866, cette circonstance ne saurait obliger la compagnie du chemin de fer de l'Ouest en dehors des conditions de son tarif qui fait la loi des parties;

« D'où il suit qu'il y a lieu de repousser la demande de Daupley en livraison avec paiement de dommages-intérêts, et d'accueillir celle de la compagnie du chemin de fer de l'Ouest en prise de livraison contre acquit des frais de fourrière, transport, et autres dont il sera justifié, et faute par Daupley de s'exécuter dans le délai qui va être imparti, d'autoriser la compagnie du chemin de fer de l'Ouest à faire vendre aux enchères publiques l'animal mis en fourrière, pour le produit en être appliqué jusqu'à due concurrence aux causes ci-dessus énoncées;

« Par ces motifs,

« Vu le rapport de l'arbitre,

« Le Tribunal, jugeant en premier ressort,

« Dit que dans la huitaine de la signification du présent jugement, Daupley prendra livraison du cheval dont s'agit contre paiement des frais de transport, fourrière et autres accessoires suivant justification, sinon et faute de ce faire dans ledit délai et icelui passé, autorise de sa part la compagnie du chemin de fer de l'Ouest à faire vendre aux enchères publiques le cheval dont s'agit, par le ministère du syndic des commissaires-priseurs, que le Tribunal commet d'office à cet effet, pour le produit de ladite vente, les frais d'icelle et ceux faits pour y arriver préalablement prélevés, être remis à la compagnie du chemin de fer de l'Ouest, en déduction ou jusqu'à concurrence de sa créance en principal, intérêts et frais, et le surplus, si surplus il y a, être déposé à la caisse des consignations à la conservation des droits de qui il appartiendra;

« Déclare Daupley mal fondé en ses demandes, l'en déboute et le condamne, en outre, aux dépens. »

M. Daupley a interjeté appel de ce jugement.

Dans son intérêt, M^{re} Craquelin a soutenu qu'à la station de Mantes, et toute la nuit du 4 au 5 novembre, le conducteur des chevaux avait été retenu dans une salle de la gare sans pouvoir soigner ces animaux; que pendant cette nuit il avait été fait force manœuvres grâce auxquelles sans doute ils avaient été oubliés; que l'absence de soins avait produit de fâcheux résultats; car, à leur arrivée, ces chevaux avaient le poil piqué, les flancs roussés et pouvaient à peine se traîner, conséquence d'un séjour de trente heures sans boire ni manger; plusieurs d'entre eux étaient gravement blessés; l'un même, une jument grise, était inacceptable et dépréciée de 800 francs au moins sur 1,300 qu'elle valait. L'impossibilité de faire prendre de nourriture à des animaux attachés transversalement dans un wagon - vachère à 10 centimètres de la paroi du wagon, oblige la compagnie à les livrer très vite. Elle est responsable quand elle perd un temps précieux et ne les met pas dans le plus bref délai à la disposition de l'expéditeur.

Mais, sur la plaidoirie de M^{re} Paillard de Villeneuve, avocat de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, et considérant que des documents de la cause ne résultaient la preuve d'aucune faute imputable à la compagnie, a confirmé le jugement du Tribunal de commerce.

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (3^e ch.).

Présidence de M. Massé.

Audience du 4 janvier.

JUGEMENT ORDONNANT UNE EXPERTISE. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

Le jugement ordonnant une expertise pour l'examen de travaux dont le prix est réclamé par un entrepreneur ne constitue pas une créance certaine, sauf fixation du chiffre; dans ces termes, l'entrepreneur n'est pas fondé à prendre inscription d'hypothèque judiciaire sur l'immeuble de son débiteur prétendu.

Le sieur Monvoisin, entrepreneur de travaux publics, a pris, en dates des 25 juillet 1864 et 3 septembre suivant, deux inscriptions d'hypothèques, pour un capital de 43,000 francs, sur un immeuble appartenant au sieur Grison, en vertu d'un jugement du 23 juillet 1864, qui ordonnait une expertise pour l'examen des travaux exécutés par le sieur Monvoisin pour le compte du sieur Grison. Un jugement du 6 mai 1865, entérinant le rapport de l'expert, a condamné M. Grison à payer à M. Monvoisin la somme de 20,400 francs. Ce dernier n'a pas pris inscription en vertu de ce jugement.

Il avait été colloqué dans l'ordre à la date de ses inscriptions de 1864; mais le règlement provisoire a été réformé sur ce point par un jugement du Tribunal civil de Pontoise, du 11 avril 1867, ainsi conçu :

« Le Tribunal,

« En ce qui touche la collocation faite sous l'article 10 du règlement provisoire au profit de Monvoisin :

« Attendu qu'il a été colloqué sous ledit article à la date des deux inscriptions par lui prises, la première le 25 juillet 1864, la seconde le 3 septembre, même année;

« Attendu que, soit à la date du 25 juillet, soit à celle du 3 septembre 1864, il n'était intervenu à son profit aucun jugement lui conférant une hypothèque sur l'immeuble dont le prix est en distribution;

« Que le jugement du 23 juillet 1864, en vertu duquel ces deux inscriptions ont été prises, ne prononce aucune condamnation contre Grison fils;

« Qu'il n'est pas possible de faire résulter d'une manière certaine des termes de ce jugement, au profit de Monvoisin, la qualité de créancier de Grison fils;

« Que le Tribunal, en présence des allégations et prétentions contraires des parties, s'est borné à ordonner une expertise, en rejetant même la demande de provision formée par Monvoisin;

« Attendu qu'aux termes de l'article 2123 du Code Napoléon, l'hypothèque judiciaire ne peut résulter que de jugements, soit contradictoires, soit par défaut, définitifs ou provisoires; que cela ne peut s'entendre que de jugements prononçant une condamnation soit définitive, soit provisoire; que la qualité de créancier ne peut résulter que d'une disposition de jugement reconnaissant l'obligation du débiteur et en déterminant la nature et l'étendue qu'elle ne peut résulter d'une décision judiciaire qui se borne à prescrire une mesure préparatoire dans le but de faciliter au juge l'appréciation du bien ou du mal fondé des prétentions respectives des parties;

« Attendu qu'il résulte de la combinaison des articles 2123, 2132, 2143, 2163 et 2164 du Code Napoléon, que les inscriptions hypothécaires, soit judiciaires, soit conventionnelles, doivent renfermer d'une manière précise l'indication du capital de la créance exprimée dans le titre conférant l'hypothèque ou évaluée par le créancier pour les droits et créances indéterminées;

« Que l'inscription prise d'après l'évaluation faite par le créancier dans ce dernier cas peut toujours être réduite comme excessive, et qu'il appartient au juge, audit cas, de concilier les droits vraisemblables du créancier avec l'intérêt au crédit raisonnable à conserver au débiteur;

« Que l'ensemble de ces dispositions, de même que les restrictions apportées par l'article 2131 aux droits du créancier, en ce qui concerne les intérêts ou arrérages de sa créance, indiquent clairement l'intention du législateur de révéler aux tiers la situation exacte de l'immeuble grevé, tout en conservant au débiteur le crédit qu'il peut trouver dans la faculté de conférer de nouvelles hypothèques;

« Attendu qu'une pareille faculté deviendrait illusoire si, en vertu d'un jugement ordonnant une expertise, il appartenait à celui dont le droit n'a encore reçu aucune sanction judiciaire et est même, comme dans l'espèce, formellement contesté, de grever arbitrairement et par des évaluations le plus souvent excessives l'immeuble de son débiteur;

« Attendu que c'est au mépris des principes et des règles qui viennent d'être ci-dessus rappelés qu'en vertu d'un jugement qui, loin de lui reconnaître la qualité de créancier de Grison fils, la lui dénie formellement, Monvoisin a pris les deux inscriptions dont s'agit, et ce pour une somme de 43,000 francs de principal;

« Qu'il n'a même été pris par lui, en vertu du jugement définitif du 6 mai 1865, portant condamnation des sommes pour lesquelles il a été colloqué, aucune inscription pouvant lui conférer une hypothèque;

« Qu'il suit de là qu'il y a lieu de rejeter sa demande en collocation et de réformer sur ce point le règlement provisoire;

« En ce qui touche le contredit élevé par Monvoisin lui-même sur le rejet fait par le juge-commissaire de la somme de 3,992 fr. 90 c., montant des frais accessoires de sa créance :

« Attendu qu'il résulte de ce qui précède qu'il n'y a plus lieu de statuer à cet égard... »

M. Monvoisin, appelant, exposait que, dans les motifs du jugement qui ordonnait l'expertise, il était énoncé « qu'il n'était pas contesté par Grison que les travaux avaient été exécutés pour son compte par Monvoisin, qu'il prétendait seulement que des a-comptes avaient été payés, que des matériaux existaient, et que des déductions étaient à faire par suite des conventions intervenues. » L'appelant infirmerait de ces expressions que la dette était reconnue et qu'il s'agissait du chiffre à déterminer. Il ajoutait, en fait, que, par ses conclusions relatives au même jugement, le sieur Grison, établissant lui-même le compte, fixait à 11,000 francs la somme due au sieur Monvoisin; qu'enfin le jugement définitif de 1865 réglait cette somme à 20,400 francs.

En principe et par application de l'article 2123 du Code Napoléon, M^{re} Chenal, avocat de l'appelant, soutenait que l'hypothèque judiciaire résultait du jugement qui avait ordonné l'expertise, dont le résultat, quant au chiffre, avait été consacré par un jugement définitif.

Mais la Cour, sur la plaidoirie de M^{re} Rivolet, pour les intimés,

« En ce qui touche Monvoisin :

« Considérant que le jugement en vertu duquel Monvoisin a pris inscription, lequel se borne à ordonner une expertise pour examiner les travaux par lui effectués, loin de le constituer créancier de Grison, constate au contraire que la créance par lui prétendue n'avait alors aucune certitude; que ce jugement n'a donc pu lui conférer une

hypothèque judiciaire, « Met l'appellation au néant, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (2^e ch.).

Présidence de M. de Ponton d'Amécourt.

Audience du 7 décembre.

JUSTICE DE PAIX. — COMPÉTENCE. — DOMICILE. — CONSEIL DE FAMILLE. — MINEUR. — DEMANDE EN NULLITÉ DE DÉLIBÉRATION. — DESTITUTION DE TUTELLE.

Lorsqu'il est établi que le mari, lors du décès de sa femme, n'avait ni résidence fixe et certaine, ni établissement pouvant constituer un domicile, et que l'enfant issu du mariage habitait à ce moment avec sa mère chez son aïeule maternelle, ou il est resté depuis, c'est le juge de paix du domicile de l'aïeule qui est compétent pour convoquer le conseil de famille.

Ainsi jugé dans des circonstances de fait que la décision que nous rapportons expose suffisamment, sur les plaidoiries de M^{re} Buffard, avocat de M. Wagré, et de M^{re} Sorel, avocat de l'aïeule du mineur, conformément aux conclusions de M. l'avocat impérial Vaney.

« Sur la compétence :

« Attendu que des documents de la cause résulte la preuve que, depuis 1861, Wagré n'a pas eu de résidence fixe et certaine, ni aucun établissement pouvant constituer son domicile; qu'il n'a eu à Vanves, canton de Sceaux, qu'une résidence momentanée;

« Qu'il est constant, en fait, que, lors de son décès, la femme Wagré habitait avec son enfant chez sa mère, à Paris, rue Saint-Dominique-Saint-Germain, n^o 98, et que c'est de là qu'elle a été transportée à l'hôpital Necker, où elle est décédée;

« Attendu que, dans de telles circonstances, le domicile du mineur, qui n'est autre que celui des père et mère, était rue Saint-Dominique-Saint-Germain (7^e arrondissement);

« Que M. le juge de paix de cet arrondissement était donc compétent pour convoquer le conseil de famille du mineur Wagré;

« Au fond :

« Attendu que les antécédents fâcheux de Wagré étaient plus suffisants pour justifier la destitution de la tutelle légale prononcée par la délibération du conseil de famille;

« Par ces motifs,

« Déclare Wagré mal fondé dans sa demande,

« Maintient en conséquence la délibération du mineur Wagré tenue sous la présidence de M. le juge de paix du 7^e arrondissement de la ville de Paris, le 30 octobre 1866, enregistré;

« Et condamne Wagré aux dépens. »

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (4^e ch.).

Présidence de M. Boselli.

Audience du 9 janvier.

DEMANDE EN PENSION ALIMENTAIRE FORMÉE PAR UN COCHER DE FIACRE CONTRE UNE MARQUISE, SA FILLE.

(Voir la Gazette des Tribunaux des 25, 27 décembre et 10 janvier.)

Nous avons fait connaître dans notre numéro du 10 courant la substance et le dispositif du jugement rendu par le Tribunal dans l'affaire des époux Schumacher contre le marquis et la marquise d'Orvault. Nous donnons aujourd'hui les termes de cette décision :

« Le Tribunal,

« Attendu que si les époux Schumacher ne justifient pas qu'ils sont dans une position nécessitant, il est certain que leur âge, leurs infirmités leur permettent difficilement d'exercer l'industrie de loueurs de voitures;

« Attendu, d'un autre côté, que leur fille, la femme d'Orvault, est dans une situation de fortune qui lui permet de venir en aide à ses parents, à l'égard desquels elle a toujours montré, d'ailleurs, des sentiments d'affection;

« Mais attendu que la demande des époux Schumacher est exagérée; qu'elle doit être accueillie d'ailleurs avec d'autant plus de réserve que les époux demandeurs, pour obtenir la pension qu'ils désirent, ont eu le tort d'entrer dans de fâcheux détails et de dévoiler des faits sur lesquels ils devaient, plus que tous autres, garder le silence;

« Attendu qu'il y a séparation de biens entre la femme d'Orvault et le marquis d'Orvault, son mari; que celui-ci n'a pas de ressources personnelles suffisantes,

« Condamne la femme d'Orvault à payer à ses père et mère, par trimestre, et ce à partir du 1^{er} juillet 1867, une pension annuelle et alimentaire de 4,000 francs, laquelle pension sera incessible et insaisissable;

« Dit que lors du décès de l'un des époux, ladite pension sera réversible sur la tête du survivant jusqu'à concurrence de 700 fr.;

« Met le marquis d'Orvault hors de cause;

« Déclare les époux Schumacher mal fondés dans le surplus de leur demande;

« Condamne la femme d'Orvault aux dépens. »

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

Présidence de M. Hussenot.

Audience du 28 décembre.

GAZ. — INCENDIE. — TRAVAUX DE RÉPARATION. — DISPOSITIONS VICIEUSES. — RESPONSABILITÉ.

Un entrepreneur de travaux, dans l'espèce un fabricant et poseur d'appareils à gaz, est responsable de la disposition vicieuse des conduits de gaz posés par ses ouvriers chez un consommateur, lors même que ses travaux ont été reçus par l'autorité supérieure.

L'intervention de l'autorité n'a lieu qu'au point de vue de la sécurité publique; elle ne préjudicie en rien aux droits des tiers qui ont à se plaindre de l'exécution des travaux. Mais l'entrepreneur a son recours contre le consommateur qui a profité de l'excès de gaz occasionné par ces travaux.

Au mois de janvier 1866, le café exploité par M. Ragoix était en partie détruit par un incendie, et la compagnie d'assurances la Paternelle, à laquelle il était assuré, chargeait MM. Lacarrière père, fils et C^e, de remettre en état les conduites et appareils servant à la distribution du gaz.

Ces travaux terminés furent reçus par l'autorité; mais ils étaient, paraît-il, assez défectueux pour empêcher une partie du gaz de passer par le compteur posé par la compagnie Parisienne, dont M. Ragoix était l'abonné. De là un déficit important pour la compagnie Parisienne, qui n'a touché que le prix du gaz constaté par le compteur, tandis que la consommation de M. Ragoix était beaucoup plus considérable.

Plusieurs années se sont passées ainsi, mais la compagnie Parisienne, ayant eu connaissance des faits, a assigné M. Ragoix et MM. Lacarrière père, fils et C^e en paiement solidaire de 7,135 fr. 30 c., prix du gaz consommé et non payé, le premier comme ayant profité indûment, les seconds comme responsables de cette différence de consommation. M. Ragoix appelait en garantie la compagnie la Paternelle, qui avait ordonné les travaux, et MM. Lacarrière père, fils et C^e, qui les avaient exécutés, et à leur tour ces derniers appelaient eux-mêmes en garantie M. Ragoix.

Le Tribunal, après avoir entendu M^e Schayé, agréé de la compagnie Parisienne; M^e Meignen, pour M. Ragoix; M^e Marraud, agréé de MM. Lacarrière père, fils et C^e, et M^e Hervieux, pour la compagnie d'assurances la Paternelle, a rendu le jugement suivant :

« Le Tribunal,
« Vu la connexité, joint les causes, et statuant sur le tout par un seul et même jugement;
« Sur la demande de la compagnie Parisienne :

« En ce qui touche Ragoix :

« Attendu qu'il est établi que, dans le courant de juin 1866, à la suite d'un incendie, la compagnie d'assurances la Paternelle a chargé Lacarrière père, fils et C^e d'exécuter certains travaux pour remettre en état les appareils servant à distribuer le gaz dans l'établissement de Ragoix; que, par suite de la disposition vicieuse des nouveaux conduits posés par les ouvriers de Lacarrière père et fils et C^e, une partie du gaz consommé par Ragoix n'a plus passé par le compteur et a échappé au contrôle de la compagnie Parisienne, qui n'en a pas touché le prix;
« Attendu qu'il résulte des renseignements recueillis par le Tribunal et des moyens d'appréciation qu'il possède que, pendant les cinq années qui se sont écoulées du mois de juin 1861 au mois de mai 1866, la valeur du gaz dont Ragoix a indûment profité au détriment de la compagnie Parisienne s'élève à la somme de 3,000 fr., et qu'en conséquence, il y a lieu d'obliger Ragoix à payer cette somme à la compagnie Parisienne et de donner à cette compagnie acte de ses réserves pour ce qui s'est passé depuis l'époque susvisée;

« En ce qui touche Lacarrière père et fils et C^e :

« Attendu que ces défendeurs sont responsables de leurs ouvriers; qu'il est constant que c'est par le fait de ceux-ci que la compagnie Parisienne a été privée de ce qui lui était dû; que si les défendeurs prétendent que la réception de leurs travaux par l'autorité les avait exonérés de toute responsabilité ultérieure, il est établi que toute réception officielle n'est faite qu'en point de vue de la sécurité publique, et ne préjudicie en rien aux droits des tiers;

« Attendu, toutefois, qu'il résulte des faits de la cause qu'au mois de mai 1864, la compagnie Parisienne a connu le vice de construction qu'elle reproche aux défendeurs; que, dès cette époque, elle pouvait y remédier; qu'en ne le faisant pas, elle a mis fin à la responsabilité des défendeurs, qui se trouve limitée à la période antérieure;

« Attendu qu'il résulte des documents produits et des éléments d'appréciation que possède le Tribunal que la valeur du gaz indûment consommé par Ragoix, du mois de juin 1861 au mois de mai 1864, doit être fixée à la somme de 1,800 fr., au paiement de laquelle il y a lieu d'obliger Lacarrière père et fils et C^e, solidairement avec Ragoix;

« Sur la demande de Ragoix contre la Paternelle et contre Lacarrière père et fils et C^e, tant en garantie qu'en dommages-intérêts :

« Attendu que, le jugement qui va être prononcé ne condamnant Ragoix à payer à la compagnie Parisienne que la somme qu'il lui doit légitimement pour des causes dont il a seul profité, il ne peut, à aucun titre, demander que des tiers paient cette somme à son lieu et place; qu'il ne justifie, d'ailleurs, d'aucun préjudice à lui causé par la Paternelle ni par Lacarrière père et fils et C^e, et qu'en conséquence il n'y a pas lieu d'accueillir la demande;

« En ce qui touche la demande en garantie de Lacarrière père et fils et C^e contre Ragoix :

« Attendu qu'il ressort de ce qui précède que cette demande en garantie est fondée et qu'il y a lieu d'y faire droit;

« Par ces motifs,

« Jugant en premier ressort, condamne Ragoix et Lacarrière père et fils et C^e, par les voies de droit, ces derniers seulement à concurrence de 4,800 francs, à payer à la compagnie Parisienne la somme de 3,000 francs, avec les intérêts de droit;

« Déclare la compagnie Parisienne mal fondée dans le surplus de sa demande en paiement;

« Donne à la compagnie Parisienne acte de ses réserves;

« Condamne Ragoix à garantir et indemniser Lacarrière père et fils et C^e des condamnations qui viendront d'être prononcées en principal et intérêts;

« Déclare Ragoix non recevable, en tous cas mal fondé dans toutes ses demandes, fins et conclusions, tant contre Lacarrière père et fils et C^e que contre la compagnie la Paternelle, l'en déboute;

« Et le condamne aux dépens. »

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DU LOIRET.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Boissjolly, conseiller.

Suite de l'audience du 9 janvier.

ASSASSINAT PAR UN BEAU-PÈRE SUR LA PERSONNE DE LA FILLE DU PREMIER LIT DE SA FEMME. — COMPLIQUÉ DU FRÈRE DU BEAU-PÈRE.

(Voir la Gazette des Tribunaux d'hier.)

Après la lecture de l'acte d'accusation, M. le président interroge les accusés.

INTERROGATOIRE DE SÉBASTIEN MILLET.

M. le président ordonne aux gendarmes de faire retirer Célestin Millet.

D. A quelle époque vous êtes-vous marié avec la veuve Penot? — R. Le 2 février 1864. Elle était veuve depuis dix-huit mois. Il lui restait un enfant, Léopoldine Penot. Elle avait une fortune de 5 à 6,000 francs et moi je n'avais que 600 francs.

D. A vous deux, vous pouviez réaliser une fortune de 8 à 9,000 francs. La fortune de votre belle-fille se composait d'une somme de 471 francs en argent, d'une nue-propriété d'une somme d'environ 500 francs, d'une maison à Mézières, de terres et vignes. Un huitième seule-

ment revenait à votre femme par suite de la mort d'un autre enfant décédé depuis la mort de son père. Vous jouissiez de ses biens, mais trop à votre avantage. Vous surchargez les vignes; le subrogé-tuteur étant mort, vous ne vous occupez pas de le faire remplacer. — R. C'était sans intention.

D. Votre femme était atteinte d'un cancer au sein; malgré votre fortune, vous n'aviez pas de domestique; c'était la jeune Léopoldine qui était obligée de faire tout l'ouvrage, de garder et soigner les vaches, et d'aller à l'herbe. — R. Elle n'y allait que rarement.

D. Elle était surchargée de besogne, elle s'en plaignait à tout le monde. Elle s'en est plainte au curé. Votre femme était mauvaise pour elle. — R. Ma femme est peut-être l'auteur du malheur.

M. le président fait remarquer à MM. les jurés que la femme Sébastien Millet avait été poursuivie avec son mari, mais qu'elle est morte au cours de l'instruction.

D. On dit que vous la battiez? — R. Non.

D. Vous aviez à rendre 1,000 francs touchés pour votre belle-fille; de plus, vous aviez ses revenus et sa majorité allait arriver. Votre femme était d'une mauvaise santé; vous allez chez un médecin, vous demandez combien de temps votre femme avait à vivre et vous lui faites faire un testament le 25 juillet 1867; mais dans ce testament, qui était fait en votre faveur, la mère imposait pour condition que vous rendriez à sa fille ses revenus et faisiez à cette dernière quelques libéralités. Vous aviez donc intérêt à faire disparaître cette jeune fille. — R. Si un malheur est arrivé, ce n'est pas ma faute.

D. Un soir que vous croyiez Léopoldine endormie, vous vous couchez avec votre femme, et là eut lieu le complot: c'était dans la nuit du 3 au 4. — R. C'est faux.

D. Mais la jeune fille ne dormait pas, et elle rapporta les propos à une de ses amies. — R. On dit tout ce qu'on veut, mais c'est faux.

D. Comme votre femme témoignait quelque inquiétude, vous avez dit: « On le fera bien sans toi. » — R. Il n'a jamais été rien dit de cela; c'est vrai, j'ai fait faire un testament, mais je n'ai rien fait autre chose.

D. Dans la nuit du 7 au 8 au matin, on trouve la jeune fille morte dans une fosse remplie d'eau. Un médecin vient déclarer que la jeune fille s'est noyée, qu'elle était idiote, qu'elle n'avait rien de plus. — R. On m'a accusé, mais on ne peut pas empêcher le monde de parler.

D. Cette fille n'était pas tout idiote? — R. Du moment qu'on ne la touchait pas, qu'on ne lui faisait pas subir de mauvais traitements.

D. On procède à l'autopsie, et les médecins constatent qu'elle s'est noyée. Ils ont remarqué que la nourriture était presque intacte et que la mort avait dû suivre; qu'elle n'avait pas bu. Ils ont constaté, de plus, que la figure était horrible, qu'il y avait épanchement sanguin dans tous les tissus, qu'on voyait le sang partout, qu'elle avait la langue très rouge, et à la gorge beaucoup de sang caillé, et ils ont conclu à l'asphyxie.

L'accusé, vivement: Pour mon compte, je sais que cela n'est pas.

D. Un médecin d'Orléans a constaté qu'elle était morte étranglée. — R. Cela n'est pas.

D. Savez-vous quelle était l'apparence du cadavre quand on l'a retiré. Cette fille était les jambes nues, elle n'avait qu'une pantoufle, ses jambes ne portaient aucune trace de vase, son corset n'était retenu que par une seule agrafe, ses cheveux étaient éparés, elle n'avait pas son peigne, qui a été trouvé sur le lit, elle était peu vêtue, elle n'avait pas sa camisole, son bonnet était dans l'eau à une grande distance d'elle. — R. Je l'ai vu, son bonnet, il était près d'elle.

D. La fosse est bordée par une haie épaisse, sur laquelle on a trouvé un petit mouchoir. Le chemin est de ce côté presque impraticable; si la jeune fille avait voulu se noyer, elle serait venue par un lavoir qui est là et non du côté de la haie. — R. Nous avons toujours pensé qu'elle s'était noyée elle-même.

D. Et pour quelle raison? — R. Elle a dit qu'elle s'enquêtait, qu'elle voulait en finir, qu'elle était malheureuse, qu'elle prendrait le chemin de fer, et cinquante paroles comme cela.

D. Alors, si cette fille vous inspirait des craintes, le 7 au soir, pourquoi l'éloignez-vous de votre chambre et la faites-vous coucher dans le cellier? — R. Elle avait déjà couché dans l'autre chambre, celle où couchait habituellement un domestique.

M. le président fait remarquer qu'ordinairement la fille couchait dans la même chambre que son beau-père, qui couchait quelquefois avec elle dans son lit, parce que sa femme était malade; mais que, du reste, il n'y a jamais rien eu à reprocher sur ce point à l'accusé.

D. L'avez-vous trouvée triste le 7 au soir? — R. A peu près comme d'habitude.

D. Elle était très peureuse? — R. C'est faux.

D. Eh bien, ce soir-là, vous lui dites d'aller chercher une gerbe d'herbes à la grande foire. — R. Je ne pouvais pas lui dire que je n'étais pas à la maison ce jour-là.

D. Elle est allée, à neuf heures du soir, chercher de l'herbe. Si elle avait voulu se jeter à l'eau, elle l'aurait fait à ce moment, et elle est revenue à la maison. — R. Je ne suis l'auteur d'aucune chose.

D. A quelle heure est-elle sortie pour aller se noyer? — R. Je n'en sais rien.

D. A quelle heure avez-vous soupé? — R. Neuf heures.

D. Qu'a-t-elle fait après? a-t-elle couché l'enfant, fait le ménage? — R. Quand elle s'est couchée, il était à peu près neuf heures. En même temps que mon frère s'est en allé, elle est rentrée dans le cellier, en passant derrière moi.

D. Qu'est-ce que vous avez fait le 7 et comment avez-vous trouvé votre femme en rentrant? — R. J'ai été à Beaune. Je suis rentré à six heures. Ma femme n'était pas trop bien, mais elle était toujours malade.

D. Mais vous lui avez dit: « Si ce n'était pas crainte de honte, je l'ôtaiis bien la tête de dessus le cou. » — R. Je lui ai adressé des paroles, mais je ne sais pas ce que je lui ai dit.

D. Pourquoi votre frère est-il venu souper? On l'invite chez un voisin, Henri, et il refuse. — R. Je ne sais.

D. Pourquoi avez-vous dit à Rousseau, votre garçon, de s'en aller, quand ordinairement il ne s'en allait coucher chez lui que le samedi? — R. Rousseau s'en allait aussi en semaine.

D. Eh bien! Rousseau a pensé que vous l'envoyiez chez lui parce que votre femme allait mourir et que vous songiez à détourner les effets dépendant de la communauté. Vous alliez, votre frère et vous, dans le cellier soi-disant pour chercher une bouteille pour votre domestique, vous y restiez assez longtemps pour que votre domestique s'impatientât. Vous revenez avec votre frère, Rousseau s'en va avec le vin; votre frère est parti en même temps? — R. Oui.

D. Rousseau dit que non. — R. Rousseau n'a pas pu voir.

D. Quelle heure était-il? — R. Neuf heures.

D. Célestin dit, en effet, qu'il est resté chez lui à neuf heures vingt. Mais cela n'est pas exact, il est resté deux heures. — R. Non, j'en suis sûr comme deux et deux font quatre.

D. Et vous vous êtes couché tout de suite? — R. Oui, à neuf heures et demie, dix heures moins un quart.

D. Eh bien! un voisin qui déclare que tous les soirs vous sortiez pour lui dire bonsoir, arrivé de la foire à dix heures, est sorti selon son habitude pour vous voir, et il a vu de la lumière chez vous? — R. La chandelle était éteinte.

M. le président: Il a vu de la chandelle, il a entendu deux voix, la vôtre et celle de Célestin. A onze heures moins le quart et à onze heures moins cinq, il sort encore et entend les deux voix. La dernière fois, il a entendu ouvrir votre porte; il croit que c'est vous, il vous adresse la parole; il voit une tête, mais, comme on l'a vu, on ferme très doucement la porte et la tête disparaît.

L'accusé, très-vivement: Ce n'est pas vrai, j'assure que je le sais mieux que lui; on ne peut pas, du reste, empêcher le monde de parler. Mon frère n'était point à la mai-

son.

M. le président: Si tôt que la jeune fille est rentrée dans la chambre, vous l'avez étouffée et vous avez attendu que le bruit cessât dans le pays pour la transporter dans la fosse dite du Paradis. Des témoins ont entendu dans un sentier qui se trouve derrière votre maison les pas cadencés de deux hommes chargés.

L'accusé: Je sais que cela n'est pas; je suis sûr de moi.

D. Qu'alliez-vous faire à deux heures du matin au bord de la fosse? — R. Je n'y ai pas été.

D. Un témoin le dira. Il allait voir ses enfants, et, en passant, il a aperçu un homme qui regardait avec beaucoup d'attention au bord de la fosse.

Le témoin alors s'est mis à genoux, se demandant si Millet ne chercherait pas sa femme, qui avait manifesté quelquefois l'intention de se tuer; puis, se ravisant, il est revenu sur ses pas; il est allé se mettre près de chez vous, dans une encogiture, et il vous a vu rentrer. Ce témoin, c'est Lenoir.

L'accusé: Qu'il dise ce qu'il voudra, ce n'est pas moi; je sais que je ne suis pas sorti.

D. Six heures arrivent, vous vous levez; qu'est-ce qui se passe? — R. On s'est levé; j'ai été une demi-heure dans l'étable, où je pensais que Léopoldine était; je vais dire à la mère que je ne la retrouve pas; on s'étonne de ne pas la voir revenir; je sors, je l'appelle, elle ne vient pas. Je rentre à la maison; ma femme me dit: « Mais où est-elle donc? je veux aller voir moi-même; elle est donc allée à l'herbe? »

D. Mais alors vous étiez très calme; vous arrivez près d'une femme et vous lui dites: « On m'a dit que Léopoldine est allée chercher de l'herbe au bord de la fosse. » — R. Je n'ai pas dit cela.

D. Vous êtes allés jusqu'à la fosse? — R. Oui.

D. Vous voyez la jeune fille dans l'eau, et au lieu d'aller à son secours, vous revenez tranquillement en disant qu'elle est morte. — R. Je criais, je courais.

D. On vous demande un instrument pour la retirer, et vous vous en allez si tranquillement, que les voisins se fâchent. — R. Oh! que non, je ne m'en allais pas tranquillement.

M. le président: Votre femme fut très tourmentée après la mort de sa fille, mais vous, vous ne manifestiez aucune tristesse. Le curé ne veut pas lui rendre les derniers honneurs, vous ne faites aucune démarche, votre femme non plus. Le lendemain de l'enterrement, il y a entre votre femme et vous une conversation compromettante; c'est Maslard, votre neveu, qui l'atteste.

L'accusé: Ma femme était malade, elle ne pouvait pas parler; il est impossible que Maslard ait pu entendre quelque chose.

D. Et ces mots, entre autres: « Je n'aurais pas cru que tu l'aurais fait. » Vous répondez: « C'est toi qui me l'as commandé. » Elle: « Oui, mais je n'aurais pas cru que tu l'aurais fait. » Vous: « Tu as bien fait périr ton dernier mari. » — R. C'est faux.

D. Vous seriez allé chez le témoin, et vous lui auriez dit: « As-tu entendu ce que nous venons de dire? » — R. C'est faux.

D. La femme Lenoir a entendu une conversation analogue, et votre femme vous aurait dit: « Je ne croyais pas que vous l'auriez fait, » ce qui fait penser que vous étiez avec votre frère. — R. Ce n'est pas vrai.

D. En prison, vous êtes très préoccupé, vous écrivez à votre frère des renseignements sur des chiffons de papier. Vous lui demandez de faire disparaître un tablier et une fiole; or, comme de l'argent avait été volé à un prisonnier, on fouille tout le monde et on trouve sur vous ces papiers; on fait des recherches et on trouve, cachée avec un soin extrême dans un madrier, une fiole contenant de la strychnine, que vous auriez prise chez M. Mondain, médecin? — R. Ce n'était point caché; j'ai trouvé cette fiole dans le mur, je n'en tenais pas de compte; j'avais entendu dire qu'elle était là du temps du premier mari de ma femme.

D. Dans ces papiers saisis les 8 et 22 octobre, vous avez écrit des choses frappantes. Vous dites à votre frère ce que vous avez répondu à M. le juge d'instruction. Vous lui dictez ses réponses.

M. le président donne lecture de ces papiers.

Voici seulement les passages les plus saillants :

« Si par exemple on vient te dire que c'est toi qui l'as fait: — Non, monsieur, je ne connais pas cela; je me déporte de tout et étant couché je ne sais pas ce qui se passe dehors. — Pour le décoller. (on ne peut pas lire, on pense que c'est décoller (décapitation), on peut s'en garantir.

« Si par exemple on te disait que c'est toi qui l'as fait, tu diras: Tout ce que je passe je m'en défends, et si on dit que c'est moi qui l'ai fait, tu diras: Je ne le pense pas. — Tu diras qu'on était au lit; au besoin tu diras: C'est Lenoir qui l'a fait.

« On va nous demander ce que nous avons dit en sortant; j'ai dit que Poldine était partie quand j'étais sorti. — Tu feras attention sous la halle, il y a le tablier de Poldine; il faut bien dire à papa qu'il ne parle à personne... il ne faut rien dire à personne. »

Le premier papier indique à son frère le moyen de faire passer Lenoir pour assassin :

« Mon frère, si je venais à me périr (me suicider), je te prie de ne pas dire ce qu'en est tout de suite. Dis: Messieurs, si j'ai été chez lui, c'était pour lui défendre; il m'en avait parlé d'une heure de devant. Petit frère, si on te demande si je ne t'avais pas parlé d'abord, tu diras que non. »

Pendant la lecture de ces papiers, l'accusé déclare à plusieurs reprises que s'il a fait tout cela, c'est par ennui ou par impatience.

D. Il n'est pas possible de dire plus nettement que vous êtes coupable. — R. Quand on est ennuyé, on ne sait plus ce que l'on fait.

D. Dans la prison, quand ces papiers ont été saisis sur vous, vous êtes allés dire au gardien: « Ces papiers ont de l'importance pour moi, rendez-les-moi, je vous donnerai 1,000 francs, 1,500 francs même; vous ferez venir mon père, et il vous les donnera. » Qu'est-ce que le gardien vous a répondu? — R. Je lui ai dit que les papiers n'avaient pas d'importance et que je craignais que cela ne fit causer pour rien; je n'ai pas dit qu'on pourrait s'arranger.

D. Mais il vous a dit: « C'est donc vous qui avez tué cette malheureuse? » — R. Non.

D. Vous êtes allés jusqu'à lui demander un engagement écrit de ne rien dire, et vous avez dit que vous aviez emmené Léopoldine sur le bord de la fosse et que vous l'aviez noyée. — R. Ce n'est pas vrai.

D. Vous avez presque demandé conseil aux gendarmes pour savoir si vous deviez avouer. — R. Non.

M. le président fait rentrer Célestin.

INTERROGATOIRE DE CÉLESTIN MILLET.

Vous alliez souvent avec votre frère; vous étiez très bien avec lui. — R. On n'est pas mal.

D. Pourquoi y alliez-vous dîner mercredi soir? — R. J'ai été chercher le cheval chez Henri, pour aller le lendemain à la charrie, (Henri est voisin de son frère).

D. Pourquoi avez-vous refusé de souper chez Henri? — R. Je n'avais pas envie.

D. Pendant le dîner, qu'est-ce que votre femme a dit à Rousseau? — R. Qu'il irait coucher chez lui, parce que Léopoldine n'était pas contente de le voir coucher près d'elle.

D. Etes-vous resté longtemps dans le cellier? — R. Le temps de tirer du vin; je suis parti après.

D. Votre belle-sœur était très exaltée. — R. J'ai entendu dire qu'elle avait dit qu'elle avait voulu se noyer.

D. Votre frère a dit à sa femme que si ce n'était pas la honte, il lui ôterait la tête de dessus le cou. — R. Oui. (Sensation.)

D. A quelle heure êtes-vous parti? — R. A neuf heures et demie.

D. Mais vous avez dit dans l'instruction qu'il était neuf heures vingt minutes à votre montre quand vous vous êtes couché. — R. Il était bien neuf heures vingt minutes

à ma montre quand je me suis couché, mais j'ai supposé qu'elle devait être en retard de vingt minutes.

D. Votre père prétend que vous n'êtes rentré qu'à onze heures. — Mon père l'a dit sans le savoir.

D. Léopoldine est-elle sortie? — R. Oui, je l'ai vue, je m'en allais, j'étais à cinquante pas de la maison.

D. L'avez-vous vue entrer dans le cellier? — R. Oui, en m'en allant.

D. N'êtes-vous pas entré tous les deux dans le cellier pendant qu'elle se déshabillait? — R. Non.

D. Mais on a vu quelqu'un sortant de chez votre frère à onze heures moins le quart; cette personne est rentrée presque aussitôt. — R. On n'a pu me voir, je n'y étais pas; il a pu y avoir quelqu'un, mais ce n'était pas moi.

M^e Jahanet: Le témoin ne dit pas qu'il l'a reconnu.

D. Le lendemain matin, à huit heures, vous êtes entré dans le cellier? — R. Non.

D. Un témoin le dira. Léopoldine a dit à la fille Pommier que vous lui faisiez tout autant-peur que votre frère.

— R. J'affirme que je suis innocent et ignorant de ce qui s'est passé.

M. le président déclare à l'accusé qu'une conversation a eu lieu entre son frère et sa belle-sœur, de laquelle il résulterait que tous deux auraient pris part au crime. L'accusé proteste énergiquement.

D. On a trouvé chez vous un livre de chimie marqué à la page où les auteurs traitent de la strychnine. — R. J'ai étudié pour Alfort.

D. Comment, si vous n'avez pas connaissance du crime, expliquez-vous les petits billets que votre frère vous écrivait dans la prison. — R. Je ne sais pas ce qu'il voulait dire.

M. le président résume alors les questions qui ont été faites à Sébastien et les fait connaître à Célestin, qui proteste de son innocence.

L'audience est levée à six heures un quart.

Demain, on doit entendre les témoins, ils sont au nombre de quatre-vingt-six. L'audition des témoins durera deux jours; plusieurs médecins seront entendus.

Audience du 10 janvier.

La foule se presse aux abords du Palais-de-Justice plus nombreuse qu'hier; dans la salle d'audience, le bruit circule que Sébastien Millet a voulu se tuer ce matin dans la prison; l'audience est ouverte au milieu d'une grande agitation.

Les accusés sont introduits.

Sébastien porte à la figure des meurtrissures; son œil gauche paraît à peine, sa figure est enflée et on aperçoit des écorchures sur plusieurs parties de la tête. L'accusé, sur le point de descendre ce matin un escalier, a quitté ses sabots, et ayant descendu quelques marches, il s'est précipité la tête la première dans l'escalier.

Célestin Millet verse des larmes.

M. le président: Sébastien, il vient de se passer un incident fort grave dans la prison; vous avez tenté de vous suicider? — R. Non, mes sabots ont glissé et je suis tombé.

D. Quel sentiment vous guidait pour vouloir vous tuer; vous êtes donc coupable? Voyons, je vous adjure de dire la vérité, dites-la donc franchement. Est-ce vous qui avez commis le crime? — R. (après quelques secondes de silence) Je n'en suis pas l'auteur.

D. Voyons, accusé, l'aveu est une atténuation du crime; la justice des hommes a ses rigueurs, mais devant Dieu l'aveu est un commencement d'expiation. — R. Je n'en suis pas cause.

D. Persistez-vous à dire qu'elle s'est noyée?

L'accusé, après quelques secondes de silence: Oui.

D. Alors pourquoi cherchez-vous à vous tuer? Voyons, réfléchissez; je vous donne quelques minutes. Silence de l'accusé.

M^e Cotelle demande cinq minutes de suspension et dit quelques mots à voix basse à l'accusé.

Cinq minutes après, l'accusé est ramené.

La Cour rentre en séance.

M^e Cotelle: Monsieur le président, l'accusé a une communication à vous faire.

L'accusé: C'est moi qui en ai été cause; c'est moi qui l'ai poussée à l'eau. Mon frère n'y était pas, il n'est nullement coupable.

Maria Pury de Portals, ou tout roturièrement Marianne Guillod? Elle a été renvoyée sous ce nom devant la justice.

Elle paraît être arrivée à Paris dans les premiers jours de septembre, car c'est un directeur de bureau de placement qui nous parle d'elle pour la première fois.

Le 4 septembre, dit-il, elle se présente à mon bureau sous le nom de Marie Guillod, née en Suisse. Elle avait à la main une petite boîte en sapin attachée avec une ficelle et portant l'adresse : « Marie Guillod. » Elle me raconte qu'elle était sur le point de se marier avec un réfugié polonais, que ses parents s'opposaient au mariage, et qu'elle s'était sauvée en France en attendant sa majorité. Elle me demanda de la placer comme domestique et de lui procurer un gîte en attendant. Je l'adressai à une dame de ma connaissance, qui, sur ma recommandation, lui donna l'hospitalité, et bientôt je lui trouvais une place chez une dame Caillon, de Vincennes.

Un jour, la dame chez qui elle couchait vint me dire que cette fille avait 18,000 francs dans sa boîte. Surpris et inquiet qu'une domestique ait une pareille somme, je prends la boîte qu'elle avait laissée chez moi et je la porte chez le commissaire de police. Il me dit que je pouvais l'ouvrir en présence de deux témoins. Je l'ouvre et je trouve dedans, au lieu de 18,000 francs, des feuilles de carottes, des tiges d'artichaut, un mouchoir sale et une vieille paire de chaussons.

De la maison où la fille Guillod était entrée, elle m'avait écrit, la veille, de lui expédier sa boîte par le chemin de fer, avec les plus grands soins. Je lui répondis alors de venir la chercher; elle vint, je lui adressai les plus vifs reproches; alors elle s'emporta en injures et en menaces, disant que je n'avais pas le droit d'ouvrir sa boîte et que ça n'en resterait pas là.

Et d'un!

Passons à la dame qui a hébergé la prévenue.

Cette fille lui a raconté qu'elle attendait de Suisse un monsieur qui l'avait enlevée du couvent où son père l'avait placée, parce qu'il avait épousé sa bonne en secondes noces; que ce monsieur devait l'épouser, etc. Bref, elle a emprunté 6 francs à la dame, à qui elle les doit encore. Elle m'a fait l'effet, à dit cette dame, d'une fille très habile pour se faulter dans le monde.

Nous la trouvons ensuite au service des époux Augros, marchands de vin à Vincennes.

Il y avait un mois qu'elle était chez nous, dit Augros, lorsqu'elle nous déclare qu'elle ne voulait plus être domestique, attendu qu'elle avait les moyens de se faire servir; qu'elle avait à toucher un héritage de 150,000 francs d'un oncle d'Amérique, frère de sa mère, et elle nous demande de la prendre en pension en attendant. Elle nous dit alors qu'elle se nommait Pury de Portals.

Ma femme l'a, sur sa demande, accompagnée au ministère des finances, soi-disant au sujet de son héritage; mais cette fille l'a fait attendre à la porte; une autre fois, ma femme, également sur sa prière, est allée avec elle aux magasins du Louvre pour l'aider à choisir un trousseau de 42,000 francs pour son mariage avec un sieur Chaudat, sous-officier à l'hôpital militaire de Vincennes, qu'elle avait connu chez nous, et qui était enchanté de faire un si beau mariage.

Pendant son séjour chez nous, j'ai reçu plusieurs lettres signées comte de Nosqui, Louis Ombard et femme Ducret, où toujours il était question du fameux héritage.

Bref, elle est partie de chez moi en me devant 1,200 francs environ, tant de nourriture que d'argent prêté, et en me volant une montre, un parapluie et des bottines.

Et de deux!

Le sieur Merck a raconté ceci :

Le 19 novembre, j'ai rencontré chez ma belle-sœur une jeune fille disant se nommer Pury de Portals; elle me dit qu'elle désirait habiter un hôtel bien tenu et dans un bon quartier. Je lui en indiquai deux rue Bréda et je lui donnai mon adresse.

Le jour même, elle vient chez moi et prie ma femme de l'accompagner pour acheter un poulet; elles sortent ensemble et, le poulet acheté, la demoiselle s'aperçoit qu'elle a perdu son porte-monnaie; ma femme paie le poulet.

Elle nous raconte qu'elle avait 80,000 francs à toucher au Trésor et me demande 20 francs pour faire différentes courses urgentes; je les lui prête; puis, le lendemain, je lui prête 20 autres francs pour d'autres courses à faire.

Elle nous raconte qu'elle devait épouser un infirmier de l'hôpital de Vincennes, qu'elle devait faire exécuter; en réalité, elle lui a emprunté 20 francs, et il ne l'a pas revue ni nous non plus.

A d'autres personnes, la prévenue a parlé de trois maisons qu'elle avait sur la place de Paris et d'une succession de 300,000 francs qu'elle avait à recueillir.

Le caissier des magasins du Louvre a confirmé l'histoire du trousseau de 42,000 francs; à lui, elle a dit que c'était pour se marier avec le fils de son tuteur, et elle a parlé d'un héritage de 3 à 400,000 francs.

Bref, comme on ne voulait pas livrer sans argent, l'affaire n'a pas eu lieu.

Voici maintenant les explications de la prévenue :

Je suis fille naturelle, ma mère est morte en me mettant au monde; j'ai été élevée dans un couvent de Fribourg, puis dans un autre couvent de Soleure. J'ai été enlevée de ce dernier par un médecin qui m'a amenée à Paris, ainsi que deux autres jeunes filles qu'il avait enlevées du même couvent.

Arrivée à Paris, je n'ai pas voulu aller plus loin; alors il est parti au Havre, où il a dû s'embarquer pour la Chine.

Je suis allée dans un bureau de placement; ne voulant pas servir comme domestique sous mon nom, j'ai pris celui de Guillod.

On lui dit qu'on a trouvé dans ses souliers un certificat à ce nom; elle répond qu'il s'est trouvé dans ses effets elle ne sait comment, qu'il appartenait à une des jeunes filles enlevées par le médecin et qu'elle l'a mis dans ses souliers parce qu'ils lui étaient trop grands.

Elle a soutenu qu'en arrivant à Paris, elle avait 10,000 francs en or dans une ceinture cachée sous sa robe, somme qui lui a été donnée par le médecin qui l'a enlevée, et qu'elle l'a dépensée en partie; que le reste est placé à Paris, mais qu'elle ne veut pas dire où.

Elle persiste dans ses allégations d'un héritage de son oncle, et elle a, dit-elle, des titres en provenant.

On lui objecte que de tout cela, on n'a trouvé que les feuilles de carottes et les queues d'artichauts contenues dans sa boîte, à quoi elle répond : « C'est une fruitière du boulevard du Prince-Eugène qui m'a mis cela dans ma boîte pour envoyer à une personne qui m'avait fait une niche, un commis de magasin qui m'avait envoyé deux anguilles et un bouquet. »

Quant au trousseau de 42,000 francs, elle soutient que la commande était sérieuse, attendu qu'elle devait épouser M. Armand Chaudat, sous-officier.

Le Tribunal l'a condamnée à quinze mois de prison et 50 francs d'amende.

On lit dans le *Moniteur* :

Le *Journal de Paris* et, d'après lui, le *Temps*, publient l'entrefilet suivant :

« On estime qu'aujourd'hui huit mille ménages d'ouvriers se sont trouvés dans l'impossibilité de payer leur terme. Où ces malheureux vont-ils aller se loger? »

Il serait superflu de rechercher ici le mobile auquel

obéissent le *Journal de Paris* et le *Temps* en donnant sur les démentements du 8 janvier des renseignements dont il leur serait impossible d'indiquer la source et de prouver l'exactitude.

L'administration, qui suit avec sollicitude tout ce qui touche aux intérêts et aux besoins de la population, est en mesure de rétablir la vérité.

A l'échéance du terme du 8 janvier, il y a eu, dans les vingt arrondissements de Paris, quatre-vingt-seize expulsions ordonnées par la justice.

Pas une seule famille n'est restée, même momentanément, sans asile.

Le *Journal de Paris* et le *Temps*, qui ont la prétention de connaître avec tant d'exactitude le nombre des ménages hors d'état de payer leur terme, ignorent sans doute que le directeur des dons et secours de l'Empereur vient généreusement en aide aux familles dont la situation comporte cette assistance, qui devient plus active à l'approche de chaque terme.

En dehors même de ce service, largement organisé, sur l'ordre et avec les fonds de l'Empereur, le préfet de police vient, chaque trimestre, au secours des familles pauvres que l'échéance de leur loyer met dans l'embarras.

Les commissaires de police, dont l'intervention est nécessaire, d'après la loi, pour exécuter les jugements prononçant l'expulsion d'un locataire, sont chargés d'assurer un gîte à ceux qui en seraient privés, et de signaler au préfet les familles à secourir.

Ce n'est d'ailleurs pas seulement à l'époque des termes que le préfet de police vient en aide aux familles indigentes.

Chaque jour, pendant toute l'année, un service spécial de son secrétariat répartit les sommes dont l'Empereur a daigné lui confier la distribution.

L'*Epoque* a publié le 7 janvier, sur le rapport présenté par M. Devinck au conseil municipal de Paris, au sujet de la situation financière de la ville, un article dans lequel on lit ces mots :

« Il paraît que nous allons emprunter quelques centaines de millions pour une soixantaine d'années, dans les prix doux. »

Il semble, d'après ces expressions, qu'il s'agisse d'un appel au crédit, tandis qu'en réalité le traité entre la ville de Paris et le Crédit foncier, dont l'*Epoque* a peut-être tort d'entretenir ses lecteurs, puisque ce journal déclare en ignorer les clauses, a pour unique objet d'échelonner d'une manière différente les termes d'exigibilité des subventions promises par la ville aux entrepreneurs de ses grands travaux de voirie dont le Crédit foncier est devenu cessionnaire.

Ces promesses de subventions constituent sans doute des engagements portant sur les budgets d'un certain nombre d'exercices; mais M. le ministre d'Etat a démontré, dans la session de 1867, la régularité de semblables engagements et la prudence avec laquelle ont été répartis ceux que la ville a contractés. Le traité qui a pour but d'en espacer davantage encore les échéances ne saurait donc être considéré comme grevant la situation financière de la ville, pour laquelle il constitue, au contraire, un allégement. Dans tous les cas, le mot d'emprunt ne saurait caractériser justement un tel acte.

Le rédacteur de l'article commet une autre erreur lorsqu'en parlant du système de l'abonnement qui vient d'être admis par le conseil municipal de Paris, sur la proposition de M. le préfet de la Seine, en faveur des usiniers entrepreneurs de l'ancienne banlieue, il regrette que ce système ait été substitué à l'entrepôt fictif, qui est le droit commun de toutes les villes à cet égard.

L'entrepôt fictif est, au contraire, un droit exceptionnel, surtout ainsi que certains économistes modernes l'entendent, et tel que plusieurs usiniers de l'ancienne banlieue l'ont réclamé dans le procès engagé par eux contre l'administration de l'octroi de Paris, et terminé par un jugement qui a condamné leurs prétentions.

L'entrepôt, qu'il soit réel ou fictif, ne confère à ceux qui en jouissent que la faculté d'introduire des objets tarifés dans un lieu sujet à l'octroi, sans acquiescement préalable du droit établi, de telle sorte que si ces objets sont ultérieurement réexportés, ils échappent à la taxe, et qu'ils n'en sont passibles, dans le cas contraire, qu'à partir de la consommation, si elle a lieu dans l'entrepôt même, ou à partir de la livraison à la consommation locale, quand elle doit avoir lieu hors de l'entrepôt.

La doctrine en vertu de laquelle on soutient que la consommation en entrepôt est exonérée de tout droit considère un entrepôt comme un lieu étranger au régime de l'octroi, comme une sorte de port franc à l'intérieur. Mais elle est en contradiction complète avec la loi en vigueur, et la jurisprudence bien établie de la Cour de cassation la condamne absolument. Cette jurisprudence soumet à l'action de l'octroi tous les objets dont l'entrée dans le lieu sujet a été constatée; elle les rend passibles, sauf le cas de sortie, du paiement ultérieur du droit, qui n'est que temporairement suspendu.

Ces expressions de *lieu sujet* qu'emploie l'ordonnance royale organique du 9 décembre 1814 contrastent même singulièrement avec la prétention toute nouvelle de faire de tout entrepôt réel ou fictif un lieu franc.

Pour que la faculté d'entrepôt eût les conséquences que l'on voudrait, il faudrait une loi nouvelle ou un règlement spécial.

Une loi serait nécessaire pour Paris, qui n'a jamais été soumis au régime de l'entrepôt fictif, si ce n'est par l'exception temporaire applicable à la zone annexée, que l'on trouve dans la loi du 16 juin 1839. Ce genre d'entrepôt avait même été formellement prohibé à Paris de tout temps par une longue série d'édits et de règlements locaux. On comprend du reste à merveille que, de tout temps, on ait reconnu, entre autres raisons décisives de cette interdiction, l'extrême difficulté, sinon l'impossibilité, de surveiller, de manière à prévenir toute fraude, des milliers d'entrepôts à domicile, dispersés dans une ville si considérable.

Si, par des règlements spéciaux, rendus après avis du Conseil d'Etat, auxquels on donne une portée doctrinale et absolue qu'ils ne sauraient avoir, et qui n'ont pu être pris, d'ailleurs, que sur la demande ou avec l'assentiment exprès des conseils municipaux intéressés, certaines communes, déterminées par des considérations diverses, se sont privées de droits d'octroi sur les matières premières ou combustibles consommées en entrepôt, ou autrement dans leur sein, ces exceptions, si nombreuses qu'elles puissent être, ne sauraient prévaloir sur la règle générale, tant qu'une loi nouvelle n'aura pas modifié celle de 1816. (Communiqué.)

AVIS.

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompt est un mandat sur la poste ou un effet à vue sur une maison de Paris, à l'ordre de l'Administrateur du journal.

CHRONIQUE

PARIS, 11 JANVIER.

L'instruction dirigée contre les journaux poursuivis pour crimes rendus illicites vient de se terminer par le renvoi en police correctionnelle du Consti-

tutionnel, du *Journal des Débats*, de l'*Opinion nationale*, du *Temps*, de la *France*, de l'*Avenir national*, du *Journal de Paris*, de l'*Union*, du *Siecle*, de l'*Intérêt public* et du *Globe*.

Des ordonnances de non-lieu ont été rendues à l'égard de l'*Epoque*, la *Presse*, la *Patrie*, la *Gazette de France* et la *Revue nationale*.

La Conférence des avocats s'est réunie aujourd'hui sous la présidence de M. le bâtonnier.

M. Eugène de Germiny, secrétaire de la Conférence, a donné lecture d'un rapport sur la question de savoir si, « lorsque la délibération d'un conseil municipal contient des paroles diffamatoires pour un tiers, l'action en diffamation portée par celui-ci devant les Tribunaux correctionnels est recevable? »

La question à discuter était la suivante :

« Lorsque le Conseil d'Etat reconnaît qu'une décision ministérielle a un caractère politique, peut-il l'annuler pour excès de pouvoir si elle n'a pas été rendue dans les formes de la loi et si d'ailleurs elle est de celles dont il appartient au Conseil d'Etat de connaître? »

La Conférence, après avoir entendu MM. Mir et Jacquier pour l'affirmative, MM. Monnis et P. Mailard pour la négative, et le résumé de la discussion par M. le bâtonnier, s'est prononcée pour la négative.

Le monde élégant, ami des arts et des artistes, avait pris sous son patronage moral et financier la société des *Aquarellistes*, ayant pour but de faire revivre les œuvres et le genre des graveurs Callot, Albert Durer et enfin Rembrandt, le grand peintre du clair-obscur. Le siège de la société, fondée en 1862, était chez MM. Cadart et Luquet, les marchands de tableaux et d'objets d'art de la rue Richelieu, au coin de la rue de Mézières. Il a fallu en venir à une dissolution de cette société, à raison de certaines rivalités impossibles à combattre, et M. Luquet a été nommé liquidateur. Cette nomination n'a pas été du goût de tous les sociétaires *aquarellistes*; plusieurs d'entre eux, parmi lesquels on compte MM. Braquemond, Mareil, Dureil et quelques autres artistes, ont fait demander en référé la nomination d'un séquestre.

M. Armand, avocat, assisté de M. Boutet, avoué des demandeurs, a soutenu qu'ils n'étaient plus liés par les liens de la société, actuellement dissoute, et que la nomination d'un séquestre étranger à la liquidation de M. Luquet était à la fois urgente et nécessaire.

M. Froc, avoué de M. Luquet, liquidateur de la société Cadart et Luquet, a soutenu qu'il fallait dans tous les cas restreindre l'effet de la mesure demandée aux dessins et planches des sociétaires. Il en a donné pour raison que plusieurs des sociétaires, artistes du premier ordre, MM. Corot, Daubigny, etc., n'avaient pas voulu s'associer à cette demande.

M. Louvel, avoué de MM. Cadart, a déclaré ne pas s'opposer à la nomination d'un séquestre.

M. le président a nommé M. Prodhomme fils séquestre des planches et des œuvres de MM. Braquemond, Mareil, etc., demandeurs au référé.

Au banc des prévenus, une belle blonde de vingt-six ans, blanche comme un lys, Marie Lacave; à la barre des plaignants, un tirailleur algérien de la couleur la plus locale :

Livroire avec l'ébène
Font de jolis bijoux.

En fait de bijou, il s'agit d'un porte-monnaie resté entre les mains de la blonde et que l'Arabe, qu'il est, prétend ne lui avoir pas donné.

M. le président donne la parole au plaignant, mais il reste muet; il ne sait pas trois mots de français; on se met en quête d'un interprète, et tout à point, un jeune sergent-major des tirailleurs algériens, accompagné d'un caporal, se lèvent et s'avancent de front à la barre.

Mais il ne faut qu'un interprète, fait observer M. le président.

Le sergent-major (celui-ci Français) : Je le sais, mon président, je ne suis venu que pour avoir l'honneur de vous présenter le caporal Ben Sidi Hussein en qualité d'interprète.

La présentation faite, le sergent-major se retire avec la dignité et la grâce d'un ancien Maure d'Espagne.

Pendant ces préliminaires, Marie Lacave retourne dans ses mains le corps du délit, un porte-monnaie en cuir doré, façon marocaine, sans paraître trop alarmée de ce qui va suivre.

A la suite d'un colloque entre le plaignant et l'interprète, celui-ci, avec ce sourire à la fois doux et finement ironique particulier aux Arabes, fait connaître les faits suivants :

Le tirailleur Osman Farruc se trouvant un jour dans un harem des environs de l'Ecole militaire, y a fait choix de la sultane Marie Lacave; ils ont fumé ensemble le nargilé, sous forme de cigarettes en tabac de caporal, et bu ensemble les nectars les plus parfumés à 16 sous le litre. Entre deux coupes, la sultane a demandé à son sultan la permission de contempler son beau porte-monnaie, puis celle de le garder pendant quelques jours pour en faire parade aux yeux de ses nombreuses rivales. Le sultan aurait cédé à cette double prière, mais quand il serait revenu pour reprendre son bijou, pendant qu'il entrerait par une porte, la sultane se serait sauvée par une autre : de là sa plainte en abus de confiance.

M. le président : Y avait-il de l'argent dans le porte-monnaie?

L'interprète : Il dit que non.

La sultane : Pas seulement un rouge iard. Il sait bien qu'il me l'a donné, son porte-monnaie; s'il se rappelle plus ce qu'il fait quand il boit, alors faut pas qu'il boive.

M. le président, à l'interprète : Rappelez au plaignant que le prophète enseigne qu'il faut toujours dire la vérité, et demandez lui si, dans un de ces moments d'oubli suscités par une double ivresse, il n'aurait pas donné son porte-monnaie à cette fille, puis, n'aurait tard, s'en serait repenti et l'aurait réclamé.

L'interprète : Il répond qu'il jure par le prophète qu'il n'a fait que le prêter et qu'il n'aurait jamais donné le seul bijou qu'il possède et qu'il estime à 25 francs.

Marie Lacave, montrant à tous le porte-monnaie : Pas seulement 25 sous! on peut juger; le voilà le trésor du maure! il est aussi reluisant que lui, mais pas d'or; on peut voir!

M. le président : Savez-vous l'Arabe?

Marie Lacave : Jamais, jamais! pas un mot, pas seulement pour dire amen.

M. le président, à l'interprète : Demandez-lui donc en quelle langue ils ont conversé, elle et lui, pour bien s'entendre et arrêter la convention qu'il rappelle, c'est-à-dire la restitution du porte-monnaie

après quelques jours de possession.

A cette question à lui transmise par l'interprète, qui sourit malignement, le tirailleur baye aux cornes et ne sait que répondre; puis, se ravissant un peu après, il essaie de faire comprendre qu'ils se sont entendus par signes.

M. le président : Cela se pourrait à la rigueur, et chacun sera resté dans son rôle : elle en traduisant le signe par un présent, lui par un prêt. (A la prévenue) : Etes-vous disposée à lui rendre son porte-monnaie?

Marie Lacave : Pas plus tard que tout de suite; il m'a déjà pas tant porté bonheur. (Elle fait passer le porte-monnaie à un audencier, qui le remet au tirailleur.)

M. le président déclare la cause entendue, et le Tribunal, le délit d'abus de confiance n'étant pas suffisamment établi, a renvoyé Marie Lacave de la poursuite.

Le Tribunal correctionnel (8^e ch.), présidé par M. Perrin, dans ses audiences des 24 et 31 décembre, a prononcé les condamnations suivantes :

Vin falsifié.

Louis-Jean-François Riboust, marchand de vin à Paris, rue Dauphine, 34; addition d'eau, dans une assez forte proportion, au fur et à mesure de la vente : 50 francs d'amende.

François Verdin, marchand de vin à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 70; même délit que le précédent, dans une plus forte proportion : trois jours de prison.

Claude Percheron, marchand de vin à Paris, rue de la Verrerie, 35; même délit que le précédent, dans une proportion moindre : 25 francs d'amende.

Jean-Baptiste Cauvin, marchand de vin à Paris, rue de Meaux, 91; même délit que le précédent : 50 francs d'amende.

François-Désiré Martin, marchand de vin à Paris, rue Vilin, 5; même délit que le précédent : 50 francs d'amende.

Lait falsifié.

Delphine Gurmond, femme Julien, marchande laitière à Paris, rue Dupuis-Vendôme, 1; addition d'eau dans une assez forte proportion : 50 fr. d'amende.

Suzanne, femme Barrière, marchande de lait à Suresne, rue Dumoutier, 32; même délit que le précédent : 50 fr. d'amende.

Gandoin-Hubert, marchand de lait à Paris, rue de Bretagne, 50; même délit que le précédent : 50 francs d'amende.

Charlotte-Prudence Blin, femme Aumont, marchande de lait à Paris, rue des Ecuries-d'Artois, 56; même délit que le précédent : 50 francs d'amende.

Augustin Collet, marchand de lait à Paris, rue de Bourgogne, 34; même délit que le précédent : 50 francs d'amende.

Jean-Pierre Girbal, marchand crémier à Paris, rue Neuve-Cochard, 19, et Pierre-Louis-Félix Baudoin, marchand de lait en gros à Gailion; même délit que le précédent : chacun 50 francs d'amende.

Jean Langlois, marchand laitier à Lencoup, arrondissement de Provins (Seine-et-Marne); même délit que le précédent : 50 francs d'amende.

Louis-Désiré Goré, marchand laitier à Puteaux, rue du Poireau, 11; même délit que le précédent, dans une proportion moindre : 25 francs d'amende.

Maurice Trépiéd, garçon laitier à la Chapelle-Saint-Denis, rue d'Aubervilliers, 2; même délit que le précédent, dans une très forte proportion. Surpris à cinq heures du matin par un sergent de ville au moment où il mettait de l'eau dans le lait qu'il était chargé de distribuer : trois mois de prison, 50 francs d'amende.

Denrées alimentaires corrompues.

François Delion, cultivateur à Gonesse, rue Galande, 14, mise en vente de cinq sacs d'oignons dont le dessus était de bonne qualité et l'intérieur avarié : 50 fr. d'amende.

Café falsifié.

Nicolas-Zacharie Mesnil, marchand de café, rue Lenoir, n° 6; mise en vente de café mélangé de chicorée : trois jours de prison.

C'est en quelque sorte un devoir aujourd'hui pour les pères de famille dont la fortune repose principalement sur un avenir qui ne leur appartient pas, de pourvoir au sort de leurs enfants, en leur assurant un capital proportionné à leurs sacrifices dans le présent. Ils peuvent, en toute sécurité, s'adresser pour cela à la *Compagnie d'Assurances générales*, rue de Richelieu, 87, à Paris.

Cette compagnie, fondée en 1819, est la plus ancienne des sociétés françaises d'assurances sur la vie. Elle distribue ou envoie gratuitement à toutes les personnes qui lui en font la demande des notices et des brochures sur ses diverses opérations : assurances en cas de décès, assurances mixtes, temporaires, capitaux différés, rentes viagères, etc.

MM. A. CHAIX et C^{ie} ont l'honneur d'informer MM. les Avocats et MM. les Officiers ministériels, qu'ils ont un service de nuit organisé pour la composition et l'impression des Mémoires qui doivent être publiés rapidement.

MM. A. CHAIX et C^{ie} peuvent, en outre, exécuter de jour, dans des conditions de célérité très grande, tous travaux qui leur seront confiés.

Bourse de Paris du 11 Janvier 1868.

3 0/0	Au comptant. D ^r c...	68 93	Hausse	42 1/2
	Fin courant.	68 97 1/2	Hausse	43 c.
4 1/2	Au comptant. D ^r c...	99 65	Baisse	05 c.
	Fin courant.	—	—	—

	1 ^{er} cours.	Plus haut.	Plus bas.	D ^r cours.
3 0/0 comptant.	68 90	69 10	68 80	68 95
Id. fin courant.	68 83	68 97 1/2	68 85	68 97 1/2
4 1/2 0/0 comptant.	99 75	99 75	99 65	99 65
Id. fin courant.	—	—	—	—
4 0/0 comptant.	—	—	—	—
Banque de Fr.	3295	—	—	—

ACTIONS.

	D ^{er} Cours au comptant.		D ^{er} Cours au comptant.
Comptoir d'escompte.	630	Transatlantique.	265
Crédit agricole.	610	Suez.	260
Crédit foncier colonial.	465	Mexicain, 6 0/0.	45
Crédit fonc. de France.	1335	Mobilier espagnol.	187
Crédit industriel.	625	Chemins autrichiens.	503
Crédit mobilier.	163 75	Luxembourg.	—
Société algérienne.	345	Cordoue à Seville.	—
Société générale.	352 50	Lombards.	338
Charentes.	335	Nord de l'Espagne.	61
Est.	335	Pamplune.	43
Paris-Lyon-Médit.	880	Portugais.	31
Médit. Nord.	540	Romains.	50
Orléans.	1150	Saragossa.	83
Ouest.	868 75	Séville-Xérès-Cadix.	21
Docks Saint-Ouen.	357 50	Caisse Mirès.	33
Gaz (C ^e Parisienne).	1430	Docks et Entr. de Mars.	—
C ^e Immobilière.	75	Omnibus de Paris.	942
		Voitures de Paris.	203

OBLIGATIONS			
	1 ^{er} Cours	2 ^{es} Cours	3 ^{es} Cours
Départem. de la Seine.	228	—	—
Ville, 1852, 3 0/0.	1210	—	—
— 1853-60, 3 0/0.	4	—	—
— 1863, 4 0/0.	328 75	—	—
Gr. Fr. Obl. 1,000 3 0/0.	—	—	—
— 500 4 0/0.	300	—	—
— 500 3 0/0.	480	—	—
Obl. 500 4 0/0, 63	406 25	—	—
Obl. comm. 3 0/0.	406 25	—	—
Orléans.	—	—	—
— 1842, 4 0/0.	313	—	—
— (nouveau).	313 25	—	—
Rouen, 1845, 4 0/0.	—	—	—
— 1847-49-54, 4 0/0.	—	—	—
Havre, 1846-47, 3 0/0.	1030	—	—
— 1848, 6 0/0.	—	—	—
Méditerranée, 3 0/0.	—	—	—
— 1852-53, 3 0/0.	330	—	—
Lyon, 3 0/0.	—	—	—
— 3 0/0.	319	—	—
Paris-Lyon-Médit.	313 50	—	—
Nord, 3 0/0.	321 25	—	—
Rhône-et-Loire, 3 0/0.	—	—	—
— Ouest, 1852-53-54.	—	—	—
— 3 0/0.	312 50	—	—
Est, 1852-54 50.	313 50	—	—
— 3 0/0.	313 50	—	—
Bâle, 3 0/0.	—	—	—
Grand-Central, 1853.	313 75	—	—
Lyon à Genève, 1853.	—	—	—
Bombardiers, 3 0/0.	—	—	—
Midi.	311	—	—
Ardennes.	313	—	—
Dauphiné.	311 50	—	—
Charentes.	260 50	—	—
— Méd.	—	—	—
Lombard, 3 0/0.	206	—	—
Saragossa.	135	—	—
Romains.	94	—	—
Romains privilégiés.	—	—	—
— Cordoue à Séville.	—	—	—
Séville-Xérès-Cadix.	66 25	—	—
Saragossa-Pampelune.	99 50	—	—
Nord de l'Espagne.	112	—	—

Pour paraître le 20 janvier, chez DENTU, Palais-

Royal, à la librairie Paul Dupont et chez les principaux libraires de France et de l'étranger : **PRÉCIS SUR LA CRÉANCE DE LA FRANCE CONTRE L'ANGLETERRE** en vertu des traités de 1815, par H. RODRIGUES, avocat à la Cour impériale de Paris.

— Dimanche, au Théâtre-Français, pour la rentrée de M. Regnier, la Joie fait peur, comédie de Mme E. de Girardin; le Mari à la campagne, avec MM. Leroux, Delaunay, Talbot, Coquelin, Mmes Nathalie, E. Dubois, Jouslain et Ed. Riquier.

— A l'Opéra-Comique, débuts de Mme Derasse, premier prix du Conservatoire impérial de musique; le Pré aux Clercs, Mlle Derasse remplira le rôle d'Isabelle, M. Capoul celui de Mergy. Les autres rôles seront joués par MM. Coudere, Sainte-Foy, Melchissédéc, Mmes Heilbron et Bella. Précédé de Galathée, opéra comique de MM. Jules Barbier et Michel Carré, musique de M. Victor Massé. Crosti jouera le rôle de Pygmalion, Mme Marie Cabel celui de Galathée, Sainte-Foy, Midas; Ponchard, Ganymède.

L'affluence des dames élégamment costumées, le contact de la bonne compagnie et l'entraînant répertoire de la danse, ont assuré pour toute la saison le succès des fêtes de nuit du Casino. Mercredi, 15 janvier, deuxième bal masqué, de dix heures du soir au matin.

SPECTACLES DU 12 JANVIER.

OPÉRA. — Français. — La Joie fait peur, le Mari à la campagne. Opéra-Comique. — Le Pré aux Clercs, Galathée. ITALIENS. — Didier, les Amoureux de Marton. THÉÂTRE-LYRIQUE. — Faust. TH. IMPÉRIAL DU CHATELET. — Les Voyages de Gulliver. VAUDEVILLE. — Nos Intimes. GYMNASSE. — Miss Suzanne, Pauvre Jacques. VARIÉTÉS. — Paris Tohu-Bohu. PALAIS-ROYAL. — Les Chemins de Fer. PORTE-SAINT-MARTIN. — 1867. AMBIGU. — Les Chevaliers du Brouillard. GAITÉ. — Les Treize. FOLIES. — L'Oeil crevé. BOUFFES-PARISIENS. — Voyage autour du demi-monde. THÉÂTRE DÉJAZET. — Les Plaisirs de Paris. THÉÂTRE CLUNY. — Les Sceptiques. BEAUMARCHAIS. — Le Capitaine Ripaille. THÉÂTRE DES MENUS-PLAISIRS. — Les Petits Crévés. THÉÂTRE DES NOUVEAUTÉS. — Bonsoir chez vous ! FOLIES-MARIGNY (8 h.). — La Bonne aventure, ô gué!

CIRQUE NAPOLÉON. — Exercices équestres à huit heures. ROBERT-HOUDIN (Clevermann). — Tous les soirs, à huit heures, Prestidigitation, le Panier indien. SALLE VALENTINO. — Soirées dansantes, les mardis, jeudis, samedis et dimanches. CASINO (rue Cadet). — Tous les jours bal ou concert, réunion du monde élégant.

SOUS PRESSE :

TABLE DES MATIÈRES

DE LA

GAZETTE DES TRIBUNAUX

(Année 1867)

Prix, pour Paris, 6 fr. Départements, 6 fr. 50

Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay-du-Palais, 2.

AVIS

Toutes les annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile, ainsi que celles relatives aux ventes en matière de faillites, peuvent être insérées dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX.

(Arrêté de M. le Préfet de la Seine en date du 10 décembre 1867, publié dans notre numéro du 1^{er} janvier 1868.)

Ventes immobilières.

AUDIENCE DES CRIÉES.

USINE DU PRINCE-EUGÈNE A PARIS
Etude de M^e LEBOUQU, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66.
Vente, au Palais-de-Justice, à Paris, le samedi 1^{er} février 1868, à deux heures, en dix lots, de faculté de réunion des 1^{er}, 2^e et 4^e lots entre eux, et des 8^e et 9^e lots entre eux.
D'une grande USINE à force motrice située Paris, boulevard du Prince-Eugène, 262, 264, 266 et 268, et faubourg Saint-Antoine, 303.
Et d'un TERRAIN à Paris, faubourg Saint-Antoine, 303, au-devant de l'usine.
1^{er} lot. Usine et matériel. Mise à prix, 200,000 fr.
2^e lot. Terrain faubourg Saint-Antoine. Contenance, 300 mètres environ, 33,000 fr.
3^e lot. Terrain faubourg Saint-Antoine. Contenance, 400 mètres, 40,000 fr.
4^e lot. Terrain faubourg Saint-Antoine. Contenance, 420 mètres, 40,000 fr.
5^e lot. Terrain boulevard du Prince-Eugène et rue de Montreuil. Contenance, 260 mètres, 30,000 fr.
6^e lot. Terrain même boulevard. Contenance, 313 mètres, 30,000 fr.
7^e lot. Terrain même boulevard. Contenance, 610 mètres, 33,000 fr.
8^e lot. Terrain même boulevard. Contenance, 360 mètres, 40,000 fr.
9^e lot. Terrain de 344 mètres, 23,000 fr.
10^e lot. Terrain boulevard du Prince-Eugène. Contenance, 260 mètres, 23,000 fr.
S'adresser : 1^o à M^e LEBOUQU, avoué pour-suisant, rue Neuve-des-Petits-Champs, 66, à Paris; 2^o à M^e Robinet, avoué à Paris, rue Montmartre, 103; 3^o à M^e Dechambre, avoué à Paris, rue de Richelieu, 43; 4^o à M^e Dromery, avoué à Paris, rue La Fayette, 32. (3599)

MAISON DES VINAIGRIERS A PARIS

Vente aux criées de la Seine, le 29 janvier 1868.
D'une MAISON sise à Paris, rue des Vinaigriers, 43 (10^e arrondissement). Revenu net : 7,747 fr. Mise à prix, 60,000 fr.
S'adresser : 1^o à M^e LACOMME, avoué, rue Saint-Honoré, 350, dépositaire d'une copie de l'enchère; 2^o à M^e des Etangs, avoué, rue Montmartre, 131; 3^o à M^e Trousselle, notaire, boulevard Bonne-Nouvelle, 25. (3600)

CHAMBRES ET ÉTUDES DE NOTAIRES

MAISONS A PARIS ET A VERSAILLES

Adjudication, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 4 février 1868, à midi, en deux lots de :
1^o Une grande MAISON à Paris, rue Lavoisier, 21. Contenance, environ 172 mètres 80 centimètres. Revenu brut : 16,000 fr. environ.
Mise à prix, 130,000 fr.
2^o Une MAISON bourgeoise à Versailles, rue de Mouchy, 10 bis, avec jardin. Contenance, environ 350 mètres. Revenu brut, 1,330 fr. environ.
Mise à prix, 15,000 fr.
S'adresser à M^e DU ROUSSET, notaire à Paris, rue Jacob, 48. (3592)

RUE BONAPARTE, 21, A PARIS

à l'angle des rues Jacob et Visconti.
Belle MAISON à vendre sur une enchère, en la chambre des notaires, le 11 février. Superficie, 1,000 mètres environ. Revenu brut, susceptible d'augmentation, 36,030 fr.
Mise à prix, 400,000 fr.
S'adresser : à M. Desmaretz, rue de Condé, 28; Et à M^e BAZIN, notaire à Paris, rue Mé-nars, 8. (3384)

ceptible d'augmentation, 36,030 fr.
Mise à prix, 400,000 fr.
S'adresser : à M. Desmaretz, rue de Condé, 28; Et à M^e BAZIN, notaire à Paris, rue Mé-nars, 8. (3384)

MAISON RUE D'ALBES, 3, A PARIS, (Champs-Élysées)

A vendre, même sur une enchère, en la chambre des notaires de Paris, le 28 janvier 1868, midi.
— Revenu, 21,700 fr. — Charges, environ 1,820 fr.
— Mise à prix, 300,000 fr. — S'adresser à M^e ROCQUARD, notaire, rue de la Paix, 5. (3388)

24^e ANNÉE. — PARIS, RUE LAFFITTE, 51.

MAGASIN DES DEMOISELLES
Journal mensuel. — 10 f. par an, Paris. — 12 f. dép. Modes et Tapisseries coloriées, Broderies, Patrons. Lingerie, Crochet, Tricot, Mosquitos, Opérettes, Aquarelles, Texte. — Morale, Histoire, Littérature, Beaux-Arts, Recettes, etc.
Envoyer un mandat sur la poste.

Rue Montorgueil, 49. A. DUBOIS Méd. de bronze 1855. Expos. 1867.

EXCELLENT CAFÉ LINONADIERS

recommandé aux tables bourgeoises et à MM. les

NETTOYAGE DES TACHES

sur la soie, le velours, la laine, sur toutes les étoffes et sur les gants, sans laisser aucune odeur, par la **BENZINE-COLLAS**
1 fr. 25 c. le flacon, rue Dauphine, 8, à Paris. Médaille à l'Exposition universelle.

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE CENTRALES DES CHEMINS DE FER

A. CHAIX ET C^e

Rue Bergère, 20, près du boulevard Montmartre, Paris.

JURISPRUDENCE DES CHEMINS DE FER

RECUEIL SPÉCIAL DES DÉCISIONS DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIFS
Retenues, classées et annotées par M. AUGUSTE PINEL, Docteur en droit, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation.

EXTRAIT DE L'ANNUAIRE OFFICIEL DES CHEMINS DE FER

PRIX DE CHAQUE ANNÉE 3 FRANCS

Les années 1864, 1865, et 1866 sont en vente.

Publications légales. — Sociétés commerciales. — Faillites. — (Arrêté préfectoral du 10 décembre 1867.)

La publication légale des actes de société est obligatoire, l'année 1868, dans l'un des cinq journaux suivants :

Le Moniteur universel;
La Gazette des Tribunaux;
Le Droit;
Le Journal général d'Affiches, dit Petites-Affiches;
L'Étendard.

SÉPARATION DE BIENS.

Etude de M^e LADEN, avoué à Paris, rue Jean-Lantier, 7.

D'un exploit du ministère de Gillet, huissier à Paris, en date du neuf janvier mil huit cent soixante-huit, enregistré.

Il appert :
Que M^e Clarisse CHARET, épouse de M. Jean-Antoine PALMIER, ancien marchand de vins, avec lequel elle demeure à Paris, rue de Charonne, passage Sainte-Marie, 5.
A formé sa demande en séparation de biens devant le Tribunal civil de la Seine contre ledit sieur Palmier, son mari, et contre M. Lamoureux, demeurant à Paris, qu'il appelle, 7, au nom et comme syndic de la faillite de M. Palmier.

Et qu'elle a constitué M^e Laden, avoué près ledit Tribunal, demeurant à Paris, rue Jean-Lantier, 7, pour suivre sur ladite demande.

Pour extrait : LADEN. (3606)

TRIBUNAL DE COMMERCE

AVIS.

MM. les créanciers en matière de faillite qui n'auraient pas reçu d'avis sont priés de faire connaître leur adresse au Greffe n. 8.

Les créanciers peuvent prendre gratuitement au greffe du Tribunal communication de la comptabilité des faillites qui les concernent, tous les samedis, de dix à quatre heures.

Jugement du Tribunal de commerce de Paris du 10 déc. 1867, lequel déclare nul et de nul effet le jugement du 8 novembre dernier, qui a déclaré résolu pour inexécution des conditions le concordat passé, le 9 mai 1862, entre le sieur MENNERET fils, entrepreneur de travaux de charpentes, demeurant à Paris, chemin de ronde de la barrière Montreuil, n. 23, et devant et actuellement avenue du Bel-Air du Trône, n. 3, et ses créanciers.

Rapporte en conséquence ledit jugement et remet les parties au même et semblable état qu'avant ledit.

Dit que le syndic rendra compte de sa gestion, et qu'au point de ses

fonctions et celles du juge-commissaire cesseront (N. 19231 du gr.).

Jugement du Tribunal de commerce de Paris du 3 janv. 1868, lequel dit que le jugement du 30 nov. 1867, déclaratif de la faillite du sieur Martin, tailleur d'habits, demeurant à Paris, boulevard des Batignolles, 74, s'applique au sieur LENOIR (Martin-Charles), tailleur d'habits, demeurant à Paris, boulevard des Batignolles, n. 74.

Dit que la présente jugement vaudra rectification et complément en ce sens tant du jugement précité que des actes qui ont pu en être la suite, et qu'à l'avenir les opérations de ladite faillite seront suivies sous la dénomination qui précède (N. 8742 du gr.).

Jugement du Tribunal de commerce de Paris du 8 janvier 1868, lequel, attendu qu'il y a fonds suffisants pour suivre les opérations de la faillite du sieur DELOIRE (Antoine), emballeur, demeurant à Paris, rue Lanterne, n. 22.
Rapporte le jugement du même Tribunal du 29 décembre 1866, qui déclarait, faute d'actif suffisant, les opérations de ladite faillite (N. 6677 du gr.).

Déclarations de faillites

Du 10 janvier 1868.

Du sieur CHOTTEL fils (François), marchand d'écarots, demeurant à Paris, rue du Faubourg-Saint-Martin, 270; nommé M. Marteau juge-commissaire, et M. Legriel, rue Godot-de-Mauroy, 37, syndic provisoire (N. 8985 du gr.).

Du sieur GIRON, marchand de vin, demeurant à Paris, passage Hébert, 8; nommé M. Cousté juge-commissaire, et M. Sommaire, rue des Ecoles, n. 62, syndic provisoire (N. 8986 du gr.).

De la demoiselle LEMESLE (Marie), tenant appartements meublés, demeurant à Paris, rue de Heller, n. 12; nommé M. Martinet juge-commissaire, et M. Heurty fils, rue Mazarine, n. 68, syndic provisoire (N. 8987 du gr.).

Du sieur ROUX (Jean-Ernest-Frédéric), limonadier, demeurant à Paris, boulevard Mazas, 5 bis; nommé M. Marteau juge-commissaire, et M. L. Barbeux, rue de Savoie, 20, syndic provisoire (N. 8988 du gr.).

Du sieur SCHNEIDER (Nicolas), ébéniste, demeurant à Paris, rue de Charonne, 57; nommé M. Martinet juge-commissaire, et M. Knéringer, rue Labruyère, 22, syndic provisoire (N. 8989 du gr.).

Du sieur A. BOUDROT, commissionnaire en marchandises, demeurant à Paris, rue d'Hauteville, n. 33; ouverture fixée provisoirement au 5

décembre 1867; nommé M. Marteau juge-commissaire, et M. Copin, rue Guénégaud, 17, syndic provisoire (N. 8990 du gr.).

Du sieur REBOUL aîné, marchand de draps, demeurant à Paris, rue du Temple, 101, ci-devant, et actuellement même rue, 78; ouverture fixée provisoirement au 7 décembre 1867; nommé M. Cousté juge-commissaire, et M. Barbot, boulevard de Sébastopol, n. 22, syndic provisoire (N. 8991 du gr.).

Du sieur COUVERT, fabricant de caisses, demeurant à Paris, rue Samier, n. 35; ouverture fixée provisoirement au 23 décembre 1867; nommé M. Cousté juge-commissaire, et M. Richard Grison, boulevard Magenta, 95, syndic provisoire (N. 8992 du gr.).

Du sieur JOLY, ancien fabricant de savon, demeurant à Paris, boulevard de Glichy, 91, ci-devant, et actuellement sans domicile connu; ouverture fixée provisoirement au 18 décembre 1867; nommé M. Cousté juge-commissaire, et M. Ganche, rue Copin-Licq, n. 14, syndic provisoire (N. 8993 du gr.).

NOMINATIONS DE SYNDICS.

Du sieur EDBRUCHT (Auguste), ancien marchand tailleur à Paris, rue de la Paix, 13, puis rue Louis-le-Grand, 3, puis sans domicile connu, demeurant actuellement à Levallois, rue du Bois, 28, le 17 janvier, à 2 heures (N. 8763 du gr.).

Du sieur DESPOTTE (Joseph-Adam), emballeur, demeurant à Paris, rue de l'Éclair, n. 35, le 17 janvier, à 1 heure (N. 8858 du gr.).

Du sieur MERCADE (Laurent), nourrisseur, demeurant à Paris, chemin de Reuilly, 24, le 17 janvier, à 2 heures (N. 8998 du gr.).

Du sieur LEY (Étienne), fabricant de bacs à gaz, demeurant à Paris, rue des Récollets, 11, le 17 janvier, à 10 heures (N. 8946 du gr.).

Pour assister à l'assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les consulter, tant sur la composition de l'état des créanciers présumés que sur la nomination de nouveaux syndics.

Les tiers porteurs de billets ou d'endossements du failli n'étant pas connus sont priés de remettre au greffe leurs adresses, afin d'être convoqués pour les assemblées subséquentes.

PRODUCTIONS DE TITRES.

Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créance, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers :

Du sieur BAGUENARD, marchand de vin, demeurant à Paris, rue des Écluseurs-Saint-Martin, 12, entre les mains de M. Meys, rue des Jeuneurs, n. 47, syndic de la faillite (N. 8689 du gr.).

Du sieur LEITNER (Jules), commissionnaire en marchandises, demeurant à Paris, rue de Chabrol, 53, entre les mains de M. Monchaville, rue de Provence, 52, syndic de la faillite (N. 8937 du gr.).

Du sieur BONVALLOIT (Antoine-Victor), entrepreneur de charpentes, demeurant à Paris, boulevard du Prince-Eugène, 228, entre les mains de M. Monchaville, rue de Provence, 52, syndic de la faillite (N. 8992 du gr.).

Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur la formation du concordat, ou s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics (N. 8539 du gr.).

AFFIRMATIONS.

Du sieur MICHEL (Alphonse-Jules), marchand de beurre et œufs, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 41, le 17 janvier, à 12 heures (N. 8793 du gr.).

Du sieur NOZAHIC, directeur de la Banque générale des obligations, ayant demeuré à Paris, rue Talbott, 3, le 17 janvier, à 11 heures (N. 8113 du gr.).

Du sieur DE LESDAN (Charles-Benjamin-Joseph), entrepreneur de travaux publics, demeurant à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 51, le 17 janvier, à 12 heures (N. 8718 du gr.).

Du sieur LABERNADIE, marchand de vin restaurateur, demeurant à Vincennes, rue de Paris, 17, le 17 janvier, à 10 heures (N. 8623 du gr.).

Du sieur STORET (Auguste-Ferdinand), marchand de chaussures, demeurant à Paris, rue d'Angoulême-Temple, 72, le 17 janvier, à 11 heures (N. 8819 du gr.).

De la dame NADAUD (Annette-Selmer), marchande de vin, demeurant à Paris, rue de l'Hôtel-de-Ville, n. 63, le 17 janvier, à 10 heures (N. 8789 du gr.).

Pour être procédé, sous la présidence de M. le juge-commissaire, avec vérification et affirmation de leurs créances.

Nota. — Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour les vérifications et affirmations de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics.

CONCORDATS.

Du sieur SÉCUN (Alfred), demeurant à Paris, rue du Pont-Louis-Philippe, 12, actuellement sans domicile connu, personnellement, le 17 janvier, à 12 heures (N. 8850 du gr.).

Du sieur MERCIER (Louis), marchand de vins et liqueurs, demeurant à Paris, boulevard du Prince-Eugène, n. 18, le 16 janvier, à 1 heure (N. 8359 du gr.).

Du sieur LEMARE, négociant, demeurant à Paris, boulevard Beaumarchais, 91, le 17 janvier, à 11 heures (N. 8637 du gr.).

Du sieur MASSON (Pierre-Hippolyte), fabricant de tabletterie, demeurant à Paris, rue Mazargan, 19 (13^e arrondissement), le 17 janvier, à 1 heure (N. 8539 du gr.).

Du sieur CARRÉ (Jules-Emanuel), négociant en vins et entreprenant, demeurant à Paris, rue de Charenton-Bercy, 80, le 17 janvier, à 12 heures (N. 8668 du gr.).

Pour entendre le rapport des syndics sur l'état de la faillite et délibérer sur la formation du concordat, ou s'il y a lieu, s'entendre déclarer en état d'union, et, dans ce dernier cas, être immédiatement consultés tant sur les faits de la gestion que sur l'utilité du maintien ou du remplacement des syndics (N. 8539 du gr.).

AFFIRMATIONS APRÈS UNION.

Messieurs les créanciers composant l'union de la faillite de la dame JIN-TILHAC, fabricante de jupons et crinolines, demeurant à Paris, rue d'Angoulême, n. 40, en retard de faire vérifier et d'affirmer leurs créances, sont invités à se rendre le 17 janvier, à 1 heure précise, au Tribunal de commerce de la Seine, salle ordinaire des assemblées, pour, sous la présidence de M. le juge-commissaire, procéder à la vérification et à l'affirmation de leurs créances (N. 8365 du gr.).

CONCORDAT PAR ABANDON D'ACTIF.

AFFIRMATIONS AVANT RÉPARTITION.

Messieurs les créanciers du sieur DUMÉZIL (Bernard), marchand de vins en gros, boulevard de la Gare, 2, en retard de faire vérifier et d'affirmer leurs créances, sont invités à se rendre le 17 janvier, à 11 heures précises, au Tribunal de commerce de la Seine, salle ordinaire des assemblées, pour, sous la présidence de M. le juge-commissaire, procéder à la vérification et à l'affirmation de leurs créances.

Les créanciers